

Bilan par le MCGC

du mandat 2020 - 2025 (2026)

des élu·es Chambé-citoyenne

Sept 2025

Site internet : <https://grandchamberycitoyenne.fr/>

Nous contacter : citoyens.grandchambery@gmail.com

Adhérer au MCGC : <https://mouvement-citoyen-grand-chambery.assoconnect.com/collect/description/621071-q-adhesion-annuelle-2025>

Introduction

Les élections municipales de 2020 ont porté à la mairie de Chambéry et à Grand Chambéry des personnes issues du MCGC¹ qui n'avaient aucune expérience d'élu·e (sauf 1), et n'étaient pas membres de partis.

A quelques mois de la fin du mandat, **le MCGC a souhaité faire le bilan de cette expérience.**

Ce bilan a été élaboré par un groupe de travail composé de membres du MCGC et d'un élu et a été présenté lors d'une réunion le 2 juillet (une trentaine de participant·es dont 11 élu·es).

Bien qu'élaboré avec la coopération des élu·es, **ce bilan n'engage que le MCGC.**

1 - La méthode du bilan

Pour faire ce bilan, nous nous sommes appuyés sur 4 séries d'entrants :

Un **aspect quantitatif** de la réalisation des 77 actions (82 car une ligne comporte en fait 5 actions) prévues au programme de Chambé-Citoyenne (projet du premier tour : <https://grandchamberycitoyenne.fr/public/leprojet>), évalué au travers d'un échange avec les élu·es. En bientôt 6 ans de mandat, de nombreuses autres actions (dont celles non initialement prévues au premier tour et incluses dans le programme du deuxième tour de la liste fusionnée Demain Chambéry) ont été réalisées ; elles ne sont pas évaluées ici.

Nous avons voulu le compléter par une **vision plus qualitative.**

¹ Lors du 1^{er} tour des élections municipales de 2020, la liste Chambé-citoyenne est arrivée en 3^{ème} position avec plus de 22 % des voix, et à 22 voix de moins que la liste Chambéry-en-commun conduite par Thierry Repentin.

Les deux listes ont fusionné sous le nom Demain Chambéry conduite par un « binôme de tête » (Thierry Repentin – Aurélie Le Meur) et une liste constituée à parité des deux listes du 1^{er} tour. Un pacte de gouvernance a été établi (<https://grandchamberycitoyenne.fr/public/document/530>)

Elle a remporté le 2^{ème} tour face à la liste conduite par le maire sortant Michel Dantin.

Lors de l'élection à la présidence de Grand Chambéry qui a suivi, Aurélie Le Meur s'est présentée contre le candidat de la droite Philippe Gamen. Celui-ci a été élu avec 2 voix d'avance (et 2 abstentions). Comme il n'y avait pas de majorité absolue, un accord a été passé pour un partage des postes de vice-président·es. 3 élu·es citoyen·nes ont été élu·es VP (Aurélie Le Meur, 1^{ère} VP, Marie Bénévisse charge des déchets et à l'économie circulaire et Alain Caraco aux déplacements).

L'été 2023 a vu simultanément mais sans lien entre les deux événements, la démission de tous ses mandats d'Aurélie Le Meur et Philippe Gamen de la présidence de Grand Chambéry. A la ville, Aurélie a été remplacée comme 1^{er} adjoint par Martin Noblecourt et une nouvelle élection a été organisée à Grand Chambéry. Thierry Repentin a été largement élu président. 3 élu·es citoyen·nes ont été élu·es VP (Pierre Brun aux finances, Marie Bénévisse aux déchets et Alain Caraco en charge des coopérations métropolitaines de mobilité et du développement du numérique).

D'abord au travers de l'avis de personnes diverses, proches ou non du MCGC ou impliquées localement. Nous avons sollicité 109 personnes (dont 21 sans lien avec le MCGC sollicitées personnellement). Nous avons 19 retours (en ne comptant pas quelques personnes qui ont décliné expliquant ne pas être assez au courant de la vie politique locale) : 11 adhérent·es ou sympathisant·es du MCGC, 8 personnes plus éloignées. 5 personnes ont répondu par un simple mail.

Dans la même approche nous avons **sollicité les élu·es** au travers d'un questionnaire ; 11 ont répondu racontant les succès, difficultés, analysant leur influence au sein de la majorité, les conditions favorables et les freins rencontrés et aussi de l'impact de la vie d'élu sur leur vie personnelle.

Enfin et parce que c'est le cœur de notre raison d'être, l'ADN du MCGC, nous avons fait un focus sur **l'implication des citoyen·nes**.

2 - Point sur le programme

Pour rappel et cela est une limite à l'exercice, toutes les mesures n'ont pas le même poids, sans qu'une priorisation claire ait été faite lors de la campagne.

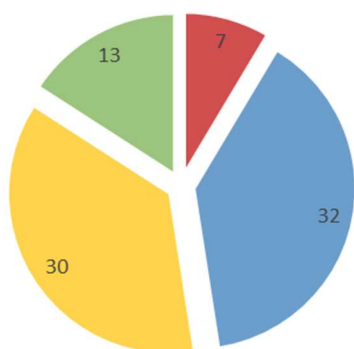
Sur les 82 mesures ou actions :

- 21 ont été intégralement réalisées
- 31 sont partiellement réalisées ou ont été revues pour tenir compte des contraintes et des possibilités
- 20 sont en cours de réalisation
- 10 ont été abandonnées.

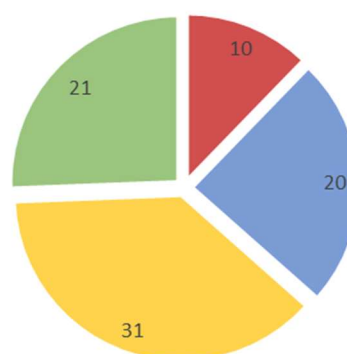
Les diagrammes ci-dessous montrent l'évolution depuis le bilan de mi-mandat réalisé au printemps 2023 (<https://grandchamberycitoyenne.fr/public/document/562>)

Réalisé : +8 ; En cours : -12 ; Revue : +1 ; Abandonné : +3

Bilan mi-mandat



Bilan fin de mandat



■ Abandonné ■ En cours/programmé ■ Revu/partiel ■ Réalisé

■ Abandonné ■ En cours/programmé ■ Revu/partiel ■ Réalisé

La majorité des mesures ont été traitées (72/82), mais plus d'un tiers ont été revues (31/82)

Les domaines du programme sont traités de manières inégales et certaines propositions sont difficiles à évaluer par manque d'indicateur. La priorité et les impacts de certaines mesures sont difficiles à évaluer. Plusieurs mesures (DSP, bio 100%, revenu universel, etc.) n'apparaissent, avec le recul, pas vraiment réalistes.

Remarques par catégorie d'actions prévues au programme

Ce bilan thématique a été réalisé par un militant membre du groupe de travail du bilan, il vise à faire un retour des éléments partagés avec les élu·es mais présente forcément une forme de subjectivité dans ce qui est mis en valeur.

Chambéry par et pour les citoyen·nes

- Partager le pouvoir : redéfinir le rôle des élu·es pour organiser une démocratie collégiale : 3/4 propositions ont été revues notamment du fait du fonctionnement de la mairie et de la configuration d'alliance. Les ambitions n'ont pas été totalement tenues mais des avancées concrètes ont eu lieu par exemple la consultation sur les aires de jeux. 1/4 abandonnée.
- Réfléchir et décider : des élu·es et des habitants qui collaborent : 3/8 réalisées, 4/8 revues, 1/8 abandonnée. Une vraie volonté de développer cet aspect avec des actions concrètes comme l'ouverture d'un budget dédié. Mais des freins également au niveau administratif ou de cohérence dans l'équipe municipale.
- Pouvoir d'agir : soutenir et développer les implications et les initiatives : 3/5 réalisées, 1/5 en cours, 1/5 abandonnée (Mesure pas vraiment réaliste). Une vraie volonté de s'engager avec une amélioration des lieux de rencontres avec les citoyens notamment au travers des associations. Néanmoins la volonté sur les DSP ne semble pas s'accorder à la réalité économique et juridique.

Chambéry écologique

- Réduire notre empreinte écologique : 1/4 réalisée, 3/4 revues – Une vraie volonté d'avancer et de porter des projets notamment dans la rénovation thermique ou dans la restauration bio. Néanmoins des contraintes structurelles dues aux appels à projets, long, parfois déjà entamés. Un sujet qui semble gagner en visibilité notamment avec des activités pédagogiques.
- Pour une ville qui respire mieux et respecte le vivant : 4/5 en cours, 1/5 revue – De nombreuses actions concrètes avec par exemple la désimperméabilisations des cours d'écoles. Mais parfois des incompréhensions avec les habitants et une

posture fermée de la mairie. Nécessité d'un portage fort, schéma directeur, formation, pas d'objectifs chiffrés comme prévu en mi-mandat.

- Sobriété et innovation sociale : soutenir la transition en actes : 2/6 en cours, 2/6 revues, 2/6 abandonnées – assez loin des ambitions en premières lectures, des choses de faites mais globalement pas très impactantes ?

Chambéry solidaire

- Un logement pour toutes et tous : 1/4 réalisée, 3/4 programmées, 1/4 abandonnées - Des actions réalisées pour traiter les logements vétustes et vacants et pour dissocier le foncier du bâti. La stratégie semble peu lisible et l'impact difficile à évaluer. Des expériences de logement participatif mais la réquisition des logements vacants contre les expulsions est abandonnée.
- Chambéry sans pauvreté : des dispositifs novateurs : 2/4 revue, 2/4 abandonnées – Les territoires zéro chômeurs et le revenu universel sont des ambitions abandonnées. La tarification solidaire n'a pas été totalement généralisée mais a avancé.
- Vivre ensemble : 6/13 réalisées, 6/13 revues, 1/13 abandonnée – Beaucoup d'actions très diverses, des choses très concrètes et dynamiques comme le marché des créateurs, mais aussi des projets au ralenti ou abandonnés comme la mise en place d'un service municipal tiers-lieu.
- Prendre soin des personnes les plus vulnérables : 1/6 réalisée, 4/6 en cours, 1/6 abandonnée – Si la promotion de la ville apaisée semble plutôt être un succès, abandonner la vidéo surveillance n'a pas été mené à bout. Des actions au niveau des EHPAD et de la mutuelle, pas de quantification.
- Agir pour l'école et la petite enfance, accompagner les jeunes et familles dans l'éducation à tous les âges : 1/4 programmée, 3/4 revues. Des actions notamment liées à la reconnaissance et au bien-être des enfants, mais difficile d'en évaluer la portée.

Grand Chambéry : notre projet pour l'agglomération

- Habitat, urbanisme, développement économique : Compétences exclusives de Grand Chambéry. 2/9 Réalisées, 3/9 Programmées, 4/9 Revues – Des actions engagées mais difficile d'évaluer la portée sur la rénovation thermique, la place de la nature, l'accessibilité du PLUI.
- Transports et déplacements : 2/6 réalisées, 3/6 programmées, 1/6 revue – Le lien avec l'agglomération est déterminant pour une bonne réalisation. Il est à noter un investissement conjoint notable pour développer les infrastructures cyclables tout

comme l'usage bus. La gratuité s'est avérée non réaliste si on veut maintenir le niveau de service et d'investissement.

- Déchets : 2/3 réalisées, 1/3 revue – De nombreuses actions ont été menées tant pour réduire les déchets (compostage) que pour favoriser le réemploi (matériauthèque). La tarification incitative s'est révélée peut pertinente. Une synergie des différentes échelles.

3 - Rapport d'étonnement

Objectifs : **Analyse qualitative** des retours et **mise en dialogue** des différents points de vue remontant des questionnaires des citoyen·es et de ceux des élu·es

- 19 retours de questionnaires citoyens sur 109
- 12 retours de questionnaires des élu.es sur 17

Il s'agit ici de montrer la diversité des points de vue pour les mettre en dialogue ; pour cela nous en reprenons ici dans leur diversité en attirant l'attention qu'il s'agit à chaque fois d'avis individuels des personnes ayant répondu.

Retours des citoyen·nes

Le questionnaire a été envoyé à **109 personnes**, sympathisantes du MCGC ou plus éloignées.

Sur les 19 retours, 3 provenant de membres du MCGC sont particulièrement développés. A l'inverse quelques retours de personnes qui n'avaient pas lien avec le MCGC, sont peu développés et ne pointent qu'un seul aspect. **On peut donc s'interroger si les retours très détaillés d'un petit nombre de personne sont représentatifs** de l'ensemble des sympathisant·es du MCGC (20% d'un panel déjà limité), de ses électeur·trices, et encore moins des Chambériennes et des Chambériens.

On voit aussi dans les réponses des sympathisant·es, la difficulté pour les citoyens de comprendre ce qui se passe (ou ne se passe pas) au sein des rouages de la ville et d'avoir une vision globale de l'action de la ville à l'agglomération (avec des répartitions de compétences pas toujours facile à lire).

Parmi les réponses, les personnes les moins impliquées dans le MCGC ont en général un avis positif mais souvent partiel ; alors qu'autres qui ont été très impliquées en 2020, y compris (et notamment) certaines déjà opposées à l'union de 2^{ème} tour avec l'équipe de Thierry Repentin expriment souvent des déceptions et des critiques.

Pour certaines, les élu·es *n'auraient pas su ou pu imposer un rapport de force favorable au sein de la majorité qui permettent de vraies ruptures et imposer des décisions plus*

radicales en phase avec notre ambition de transformation sociale et environnementale (par exemple la réduction de la place de la voiture et de son stationnement).

Les retours les plus négatifs de certains reprochent :

- *Une gouvernance municipale trop au service du Maire et le cumul Maire/ Président aggro,*
- *La gestion du dossier Ravet et globalement du stationnement, celle du dossier Stade,*
- *L'absence de démocratie citoyenne, et une grande timidité dans la mise en œuvre des rares avancées, mises en œuvre a minima,*
- *Pas de politique transport/vélo/politique tarifaire,*
- *Pas de politique d'intégration et de lutte contre les inégalités,*
- *Pas de réorientation du projet entrée Nord de la ville,*
- *Pas de voix portée sur Technolac,*
- *Pas de politique compostage collectif et citoyen, pas de politique réduction chaleur en ville.*

Par exemple un répondant juge que « les élu-es Chambé-citoyenne, par peur ou manque d'expérience ou de maturité/recul politique, ont voulu coller à Thierry Repentin ; celui-ci étant un gestionnaire, les élu-es chambé-citoyenne ont fini, avant même d'avoir essayé autre chose, par faire de même, entraînés dans leur accord de majorité. Accord qui avait été négocié en termes de places. Au final, Beaucoup d'énergie et de dévouement pour pas grand-chose, et politiquement une occasion complètement manquée ».

D'autres avis sont **plus nuancés et positifs** ; *ils trouvent les élu-es courageux-ses et endurant-es et ayant une bonne communication qui rassure et conforte (« je dis ce que je fais et je fais ce que je dis » et à l'écoute) et mettent en avant des satisfactions des réalisations sur les sujets de mobilité et la végétalisation (cités respectivement 10 et 9 fois). Mais sur ces mêmes sujets, apparaît aussi une certaine insatisfaction liée à un niveau d'exigence élevé : « on aurait pu faire beaucoup plus ; par exemple mettre en place un vrai plan cyclable ; une piste cyclable sûre entre le centre et Chambéry le Haut, réduire le stationnement automobile...».* Il est noté aussi positivement l'amélioration et l'élargissement du réseau de chaleur à l'occasion du renouvellement de la Délégation de Service Public et l'amélioration de la gestion des déchets.

Retours des élu-es

Nous avons eu 12 retours d'élu-es au questionnaire envoyé.

Les réponses sont très homogènes et on retrouve dans presque toutes :

- *La prégnance de l'axe maire/dircab/DGS avec un fonctionnement hiérarchique traditionnel dans une mairie, une forte volonté de contrôle souvent frein sur le rythme et l'ampleur des changements*
- *Au début, les difficultés à organiser les services et pour les élu·es à travailler avec ceux-ci. Il a fallu réorganiser, créer des postes*
- *Des réalisations ou avancées dont nos élu·es sont fier·es*
- *La conviction que leur présence au sein de la majorité a fait bouger celle-ci*
- *Un sentiment de manque de soutien des citoyens et militants*
- *Un investissement personnel énorme et souvent au-delà du raisonnable.*

N'ayant, à une exception près, jamais été élu·es, ils/elles ont découvert pour la plupart, un fonctionnement très vertical habituel dans une mairie. Avec un axe fort : Maire – Cabinet – Directeur Général des Services. Une administration très hiérarchisée et, lors de leur arrivée, assez désorganisée (des postes non couverts). Le maire a souvent été réservé sur le rythme et l'ampleur de changements même s'il est convaincu sur le principe.

Les élu·es sont assez unanimes à considérer qu'ils sont **restés unis et solidaires** malgré les péripéties (éloignement d'une puis départ d'une autre) et parfois une certaine difficulté à animer le groupe. Ils/elles **estiment avoir une influence sur les choix de la majorité** grâce à cette cohésion et au sérieux de leur engagement, opiniâtreté et leur capacité de travail : *« Globalement parce que nous avons bossé, été·es présent·es, que nous maîtrisons nos sujets, nous avons tenu le cap, poussé nos sujets, et créé de nouveaux réflexes, de nouvelles vigilances chez le maire et d'autres élu·es ; Nous avons pu faire avancer nos propositions, mais dans la limite du périmètre qui nous a été concédé et moins qu'on l'aurait souhaité ».*

Cela a permis **de réelles avancées et de belles réussites** dans les délégations des élu·es CC, ce qui prouve un véritable rôle d'impulsion. (D'autres réussites étaient portées par des adjoint·es CEC que les élu·es CC ont soutenu·es, parfois contre une partie de la majorité).

Des réussites et des fiertés :

Les retours montrent des sujets souvent portés fortement pour lesquels chacun·e exprime sa fierté. (Pour la plupart ces actions ne correspondent pas précisément à des actions prévues au programme ou sont peu visibles du public mais constituent des avancées significatives ou portent sur l'organisation et permettront le « pas d'après ») :

- *Le **travail sur la restauration collective** : certes à poursuivre sur la voie de la régie ou de la SEM, l'amélioration environnementale est incontestable. Même si cela a été brouillé par la très forte inflation, le travail sur la **grille tarifaire** (reproduit ensuite à la Cité des arts avec moins d'enjeux) est peut-être la mesure la plus progressive socialement que nous avons adoptée. Quitte à se fâcher notre électorat CSP+ ! D'ailleurs fait au prix d'un des rares rapports de force frontaux mené au sein de la majorité (même si personne n'en a rien su à l'extérieur).*

- *Le **renouvellement du réseau de chaleur urbain**, avec un processus d'attribution qualitatif qui a permis le meilleur résultat pour le territoire et ses habitant·es.*
- *Animer un véritable **processus collectif de décision autour de la PPI** puis du budget (depuis 2023).*
- *Toute la démarche **d'implication citoyenne**, pour laquelle les bases sont posées (service dédié, acculturation des autres services, outils comme le plan pluriannuel, des séquences très réussies).*
- *L'**amorce de transformation sur les mobilités** avec la ville apaisée/ville 30, la politique de stationnement (dont la tarification solidaire), la suppression de places, deux traversées cyclables du centre de Chambéry, le démarrage de la coopération en matière de mobilité avec les territoires voisins (rétablissement de la desserte du Bourget-du-Lac ; la création du Symos²; projet de SERM³ en cours), Synchro Montagne, qui permet d'aller sans voiture à La Féclaz et aux Aillons, été comme hiver, nouvelle DSP du réseau bus 2025, avec desserte des Bauges et nouveau transport à la demande Flexi. On aurait pu aller plus loin là aussi.*
- *La politique de **rénovation thermique des bâtiments** et globalement d'avoir **réorienté l'investissement sur des choses utiles du quotidien et de la maintenance** plutôt que sur des grands équipements prestigieux.*
- *La **politique culturelle**, qui après quelques cahots en début de mandat s'est réellement structurée autour de quelques axes forts, également une politique sociale. Le dispositif pérenne d'éducation artistique et culturelle pour les 0/25 ans associant un grand nombre de structures culturelles et éducatives de la ville (services, établissements, associations, institutions...). Permettre aux structures culturelles de la ville de collaborer.*
- *Le **RLPI (Règlement Local de Publicité Intercommunal)** et la **DSP mobilier urbain** : malheureusement pas encore visible car pas de volonté politique forte notamment à Grand Chambéry, mais marque un pas important dans commencer à faire reculer la place de la publicité dans nos vies.*
- *La politique **ville inclusive** et notamment le **Conseil de la laïcité** : une approche prudente et ralentie par le manque de moyens, mais qui a permis quelques positionnements forts dans un contexte difficile.*

² **Syndicat des mobilités de l'ouest savoyard (Symos)** : Cette instance dédiée aux mobilités réunit les communautés d'agglomération de Grand Chambéry et Grand Lac, la communauté de communes de Cœur de Savoie et le Département de la Savoie. Son ambition : proposer le renforcement de lignes de transport connectant ces territoires et faciliter le quotidien des usagers à l'échelle du bassin de vie.

³ Un **service express régional métropolitain (SERM)** constitue une offre de mobilité fiable, fréquente et facile à utiliser, au service des habitants de périphérie des métropoles. Son objectif est d'améliorer la desserte entre une ville centre et sa zone périurbaine en renforçant l'offre ferroviaire et la complétant par d'autres modes, dont les services de transport routier à haut niveau de service et les réseaux cyclables.

- **La transformation des services a réellement commencé.** Le récent exemple du projet de service des espaces verts (et son adaptation au changement climatique), animé en interne par la conseillère en organisation et la mission implication citoyenne.
- **Avoir convaincu sur la nécessité de rénover l'accueil de jour et le projet de modernisation de la MDA.** [Le projet accueil de jour et MDA n'était initialement pas prévu dans la PPI].
- **Des noms de femmes dans l'odonymie chambérienne, et du nom de Frantz Fanon⁴ en face de la préfecture...**

Ce que leur présence a changé :

Les élu·es estiment que **sans leur présence au sein de la majorité, celle-ci « aurait fait comme avant »**, sans échanges et sans chercher à développer de nouvelles façons de faire, de nouvelles orientations. Il n'y aurait pas eu :

- **Le débat sur la construction du Stade :** leur opiniâtreté sur le sujet et le rôle personnel de blocage que certains ont joué aura permis au moins un débat démocratique, et surtout de garantir un taux de subvention exceptionnel qui a limité l'impact sur les finances de la ville.
- **Une politique sérieuse d'implication citoyenne et de ville inclusive.**
- **Une politique de transition écologique ambitieuse,** qui aurait eu du mal à dépasser les mesures d'affichage et aller autant dans le « dur » de l'investissement (rénovation thermique) ou de la contrainte (stationnement ou d'OAP « nature en ville »). Les élu·es CEC portant ces sujets auraient été bien plus esseulé·es.
- **Une politique de rénovation thermique ambitieuse.**
- **Les réunions d'urbanisme négociées et les réunions publiques OAP pré-enquête publique lors de modification du PLUI HD.**
- **D'évolution du fonctionnement classique de la majorité,** qui même s'il reste insuffisant représente déjà une vraie avancée pour une collectivité (pouvoir d'initiative des adjoint·es, décision collective sur le budget, animation de certaines réunions...).

⁴ **Frantz Fanon**, né le 20 juillet 1925 à Fort-de-France et mort le 6 décembre 1961 dans un hôpital militaire de la banlieue de Washington, est un psychiatre et essayiste de nationalité française se considérant comme citoyen algérien, fortement impliqué dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie et dans un combat international dressant une solidarité entre « frères » opprimés. Il est l'un des fondateurs du courant de pensée tiers-mondiste, et une figure majeure de l'anticolonialisme. Il a inspiré les études postcoloniales. Il cherche à analyser les conséquences psychologiques de la colonisation à la fois sur le colon et sur le colonisé. (source Wikipedia)

Et globalement un manque de réflexion et d'ambition sur beaucoup de sujets qu'ils ont poussés et ont amené un changement de regard (sur la culture, l'éducation malgré les difficultés, etc.).

Ils/elles ont pu s'appuyer sur des éléments favorables :

- Un **programme commun entre les 2 listes**, qui a permis d'établir des feuilles de route ambitieuses assez tôt dans le mandat,
- **Le pacte de gouvernance** qui leur a permis d'avoir le poste de 1^{er} adjoint et certains postes clés d'adjoints.
- Parfois le **support des services**, convaincus par certaines propositions.
- **L'évolution générale de la société** et les remontés des besoins des habitants (ex : l'importance de traiter les îlots de chaleur remontée par tous types d'habitants auprès du maire, amenant une montée en puissance de ce terme).
- Les **financements et opportunités de l'Etat** sont essentiels, surtout dans le champ écologique (et sur ce mandat l'implication citoyenne via l'ANCT), car ils valident les choix municipaux et les dotent. Pour les prochaines années, il sera bien plus compliqué d'engager des moyens qu'il faudra enlever ailleurs pour maintenir le même niveau d'engagement.
- Leur volonté commune de « **tenir le cap** » et de « **faire de la politique autrement** » en amenant plus de coopération, de transversalité et d'intelligence collective dans les processus décisionnaires.

Des difficultés et échecs :

Les élu.es **constatent les mêmes échecs que les citoyen·nes**, surtout en début de mandat sur des dossiers hérités du mandat précédent ou imprévus : Parking Ravet, Stade, Ecuries de Boigne.

Les difficultés qui ressortent sont :

- **Le pouvoir centralisé** : difficulté à peser face à l'axe Maire/DirCab/DGS dans un fonctionnement de mairie encore assez « classique »
- **Leur manque d'expérience** qui a eu d'autant plus de poids que le programme en question était particulièrement ambitieux, avec une volonté affichée de rompre avec le fonctionnement « traditionnel » de la mairie.
- Le **manque d'organisation et de cadre au sein du groupe CC**, leur charge de travail ne permettait pas suffisamment de temps pour des « discussions de fond ».

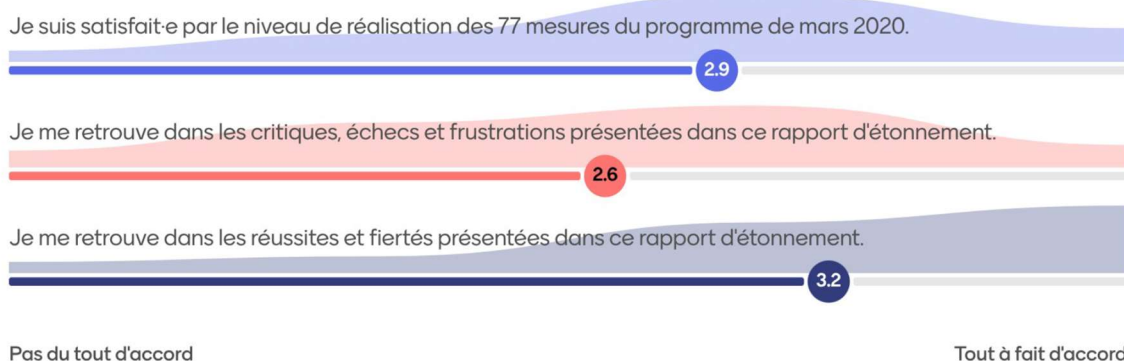
- Le **poids des contraintes budgétaires** et engagements financiers déjà pris
- Le **manque de soutien** des sympathisants·es du MCGC (Les critiques semblent avoir été plus fréquentes que les encouragements ou les remerciements).

Que retenir de ce regard croisé ?

- **Première expérience** d'un exercice municipal, au sein d'une alliance menée par un **pouvoir centralisé « classique »**.
- **Tache finalement très technique**, exigeante et « **demandeuse** » (en moyenne pour les élu·es entre 15 et 20 heures par semaine, notamment en soirée et les week-end)
- **Des résultats** qui ne sont pas à la hauteur des **espérances** du mouvement avec un programme très ambitieux ; néanmoins de **réelles réalisations** qui n'auraient pour partie pas eues lieu sans les élu·es citoyen·nes.
- Une réelle **dynamique** au sein de la majorité avec **des « premiers pas » dans de nombreux domaines**, des changements concrets dans les fonctionnements des services municipaux, avec plus de temps de discussion entre les acteurs et une gouvernance partagée. Par exemple l'adjointe à l'implication citoyenne dit : « *En 2025, nous sommes enfin en état de bien faire et d'autres municipalités nous demandent de partager notre expérience* ». Néanmoins dans ce domaine des efforts sont encore nécessaires.

Ressenti de la salle lors de la présentation du 2 juillet

Lors de la présentation du 2 juillet les participant·es ont été amené·es à réagir à ce stade de la présentation en exprimant via Mentimeter leur adhésion à ce qui avait été présenté. 3 questions étaient posées pour lesquelles, il fallait donner une note de 0 (pas du tout d'accord) à 4 (tout à fait d'accord).



4 - Retour sur l'implication citoyenne

L'implication des citoyen·nes c'est l'ADN du MCGC ; c'était le 1^{er} chapitre « Chambéry pour et par les citoyen·nes » du programme.

Dans les retours des citoyens notent l'absence de démocratie citoyenne alors que des élu·es estiment avoir eu un apport important sur l'implication citoyenne.

Des 12 mesures relevant de l'implication des citoyen·nes :

- 6 sont réalisées,
- 4 revues ou partiellement réalisées
- 2 sont abandonnées car difficiles à mettre en œuvre complexe dans un contexte d'alliance et par manque de ressources : il s'agit de 2 mesures emblématiques :
 - La création d'un **observatoire de la démocratie locale**
 - Permettre l'organisation de **référendum locaux** dans les domaines de compétence de la ville.

Ce programme était idéaliste et la réalité du terrain a conduit à une évolution continue de l'action de la municipalité.

Un processus qui conduit à évoluer

2020 : On part de rien

Embauche d'un agent et lancement un diagnostic avec l'agence AGATE qui a conduit à un plan de développement sur 4 axes de travail : les formations, les processus, la communication, les espaces à créer. Et commande d'un cabinet « Partie prenante » pour accompagner les Etats Généraux de la Démocratie Locale

2021 :

- **Structuration du service** implication citoyenne dès janvier avec 2 postes
- **EGDL** : certes pas le grand barnum de consultation de la population dont rêvait le MCGC, mais une démarche plus ciblée dans un contexte de Covid avec des habitants, des agents et des élus ; Il en sort 5 engagements et une liste de « Projets Ouverts au Public ».
- Fin 2021 Chambéry adhère au **programme « Territoire d'Engagement »** porté par l'Agence Nationale de Cohésion des territoires ; programme sur 3 ans permettant un accompagnement (sept 2021 / sept 2024) sur les axes : formations (habitants – élus – agents) et mise en pratique avec des « projets apprenants »

2022 : **Mise en place des CQC rénovés** pour en faire des lieux de propositions de projets

2023 : Mise en place du **comité de suivi de l'implication** (composé d'élus·es et de représentant des services)

2024 : Élaboration de **critères de décisions et d'un Plan Pluriannuel** de l'Implication Citoyenne.

De fait, on parlait de rien, aujourd'hui il y a :

- Un service de deux agent·es à plein temps.
- Un comité de suivi composé d'agent·es et d'élus·es qui avec des critères de mise en concertation priorise les projets.
- Un plan général d'implication citoyenne.
- Une ligne budgétaire dédiée
- Une collectivité (services et élus·es) qui n'a pas peur d'associer les habitants, avec une vraie évolution de culture
- Certains projets ont été configurés dès le début avec l'implication des citoyens.
- Un site dédié à l'implication des citoyen·nes (participons.chambery.fr)
- Des groupes de citoyen·nes intéressés / concernés par certaines thématiques comme la culture, les incivilités, l'urbanisme. Les listes de membres des conseils de quartier permettent aussi de joindre des habitants

L'adjointe à l'implication citoyenne, estime qu'**en 2025, la collectivité est enfin en état de bien faire** ; même si le maire a peu d'intérêt sur la forme, il a évolué et est sensible à l'association des habitants (ce que confirment d'autres élus au travers du questionnaire). Elle complète : « Cela aurait été génial de monter une assemblée délibérative sur un gros projet comme un renouvellement de DSP ou la ville apaisée »

Néanmoins des difficultés :

- Manque de travail avec les associations.
- L'éternel problème de **toujours les mêmes participant·es** (retraités des CSP+) aux réunions ; on a essayé de faire différemment en allant au-devant des personnes impliquées sur place ou en fléchant des publics particuliers (les parents d'élèves pour les écoles ; les enfants et les parents pour la rénovation des aires de jeux). Cela a plutôt bien marché.
- Il manque de **faire bien connaître** les dispositifs et l'évolution de la municipalité
- **Certains CQC ont des difficultés** de fonctionnement liées au manque de ressources dédiées et à un problème de légitimité des agent·es des mairies de quartier vis-à-vis des autres services. La réponse de la mairie est souvent tardive ce qui décourage les citoyen·nes. Progressivement, les groupes

thématiques des CQC pourraient s'arrêter (par eux même ?) au profit du budget d'initiative citoyenne.

5 - Les difficultés et les freins repérés

- La **centralisation de l'arbitrage final par le maire** et le **statut (légal) du Maire** (Questionnement sur quelle est la part de de la personnalité du Maire et de la force d'inertie du système ?)
- Une prise de décision qui passe toujours par l'axe **maire / cabinet / DGS** qui comme dans toute collectivité classique, a un pouvoir de blocage quasi absolu.
- Le **manque de relai du cabinet et du DGS**, non issus des valeurs du MCGC. Cette situation aurait pu être contrebalancée par une stratégie d'influence et de rapport de force, mais qui n'était pas dans l'ADN de la majorité des élus CC (auraient-ils agi si radicalement différemment en étant seuls aux manettes, vu toutes les contraintes ?)
- Le **manque constant de moyens** et le poids des dépenses récurrentes et des engagements déjà pris dans la PPI. Et en corollaire, la difficulté et la complexité (partagée par les élu·es citoyens) pour remettre en cause des dépenses importantes (p. ex. sur le champ culturel) qui ne profitent pas forcément au plus grand nombre, pour se dégager des marges de manœuvre.
- Le **poids de l'organisation des services** et le statut des agent·es qui ne permet pas des évolutions rapides.
- Le **manque de maturité de la collectivité** (ex en début de mandat : implication citoyenne)
- Les **structures** en place ne se sont **pas adaptées** aux besoins de notre époque
- Elu·es de tous les habitant·es, et pas seulement celles et ceux qui ont voté pour nous. Ce qui pose la question de à quel point on adopte des mesures radicales pour lesquelles la population n'est pas prête.

En interne :

- Au début, l'inexpérience des élu·es citoyen·nes.
- Leur **faible capacité à incarner une force** et une intelligence collective adossées à un solide projet politique de transformation sociale, démocratique et écologique.
- La faible implication des soutiens dans certaines concertations/ consultations lancés par la municipalité (ex récent de la réunion publique sur l'étoile du stade).
- Le **manque de réseau national et local** pour pousser les projets et rechercher des financements et recruter des agents (partageant nos valeurs)

Compléments apportés par les participants du 2 juillet

Lors de la présentation du 2 juillet les participant·es ont été amené·es à réagir à ce stade de la présentation en exprimant via Mentimeter d'autres freins ou difficultés.

Je ne me prononce pas	Manque de moyens et d'organisation générale de la collectivité	les services étant déjà souvent en tension, difficile d'impulser la conduite du changement	COMMUNICATION "PUBLIQUE" AUX HABITANTS ?
Les 2 derniers ...sint peut etre a mettre en premier !!	Compréhension du fonctionnement du binôme/ alliance en place	RAS	Les arbitrages quotidien des activités par les individus (metro boulot dodo) Le faible niveau de politisation dans la population
Manque de communication affirmée du groupe des élu.es citoyen.nes	Multiplés crises permanentes : COVID, inflation, changement climatique, montée des tensions sociales, austérité... Pas de respiration pour anticiper et structurer	L'absence de vision politique L'absence de portage de la démocratisation réelle L'alliance initiale avec Repentin, qui a sauvé sa carrière politique - jamais débattue avant l'élection	Difficulté à rendre visible et compréhensible les actions (parfois très techniques)
Service organisés pour gérer ce qu'ils font déjà, mais pour porter le changement	Un maire qui ne joue pas volontairement (ou par manque de volonté) le jeu d'une gouvernance partagée	L'acculturation des habitants et habitantes à la participation citoyenne	Le fait que le programme puissent dépendent d'autres (agglomération etc)
Covid Le sentiment de mettre les services en surcharge La communication et façon de communiquer	La stratégie de se rallier à TR au 2ème tour explique une très grande partie des difficultés des élus chambérois	le magazine de la commune communique plus sur ce que fait le maire que sur ce qui relève de la participation citoyenne	le partage du projet citoyen avec la liste associée.
Format vidéo youtube	Manque de communication sur les actions en cours ou réalisées.	Culture démocratique faible et conditionnement dans ce sens par les politiques en place et les médias dominants.	les vœux sont un show au 3/4 trustés par le maire... les élus arrivent ensuite une fois que tout le monde soit saturé d'écoute

Pédagogie et partage des connaissances civiques

on voit sortir en 2025 des projets qu'on attendait plus tôt

Fonctionnement des conseils de quartier. Accueil difficile des nouveaux. Cela ne donne pas envie de s'impliquer.

Manque de militants disponibles et impliqués pour aider les élus citoyens dans la durée

peu de groupes de concertation régulières des associations ou de personnes qualifiées par thématiques

Méconnaissance de la politique citoyenne de beaucoup d'habitants

6 - Que faire différemment si on recommençait ?

La question était posée aux élu·es ; voici quelques réponses (cela n'a pas été présenté le 2 juillet)

- Certain·es s'interrogent : est-il possible de faire fondamentalement différemment dans une configuration d'alliance ? et de contrainte budgétaire aussi forte ?
- **Préparer l'équipe du cabinet.**
- Avoir une **moitié d'élus expérimentés** et une moitié de nouveaux élu·es, qui se forment pour être totalement opérationnels au mandat suivant.
- **Préparer les premières semaines et premier mois.**
- **Porter le projet** de manière plus ambitieuse et déterminée, un peu comme font certaines mairies vertes ou ça avance à marche forcée. Cette posture plus radicale et volontariste nécessite un autre rapport à la politique...moins gestionnaire, avec **plus de croyance en nous et en notre capacité à expliquer**, et aussi à accepter des frottements avec la population (question philosophique : sur le fait que nous sommes les élu·es de tous les habitant·es, et pas seulement celles et ceux qui ont voté pour nous.).
- Il semble vital de **faire de la pédagogie citoyenne** et ce dès le moment où l'on veut commencer. La compréhension de certaines mesures et de leurs impacts ne peut se faire qu'avec une connaissance minimale du fonctionnement d'une collectivité ; A ce titre, l'exercice citoyen sur le budget est pour cela une véritable réussite ; il faudrait multiplier les exercices du genre pour permettre au plus grand nombre de jauger de la pertinence des actions, de voir et de comprendre ce qui a été fait. Le cœur du MCGC est de permettre aux citoyens de s'appropriier la politique de la ville, de s'y investir, il faut donc la comprendre. Dans l'idéal (sans savoir comment cela a été fait auparavant) il faudrait réaliser ce genre d'exercices

pédagogiques tout du long de la campagne pour avoir une base de discussion au-delà de l'idéologie. Et ensuite pour communiquer sur les succès et montrer que ça bouge.
